

## Nationalisme basque : les chemins de la sécession

par Antonio Elorza

En 1851, Friedrich Engels reléguait les Basques, aux côtés des Corses, parmi les « vestiges » de peuples (*Völkerruinen*), condamnés par la marche de l'histoire à disparaître et, en attendant, à servir de terreau à des causes politiques réactionnaires : le carlisme pour les premiers, le bonapartisme pour les seconds. Le Pays Basque était alors encensé par Le Play pour la vertu des habitants de ses campagnes, chanté par des poètes comme un modèle d'existence harmonieuse face à la modernité ; en réalité, la crise du monde paysan produisait surtout des émigrants vers l'Amérique et des combattants au service du prétendant absolutiste du moment. Tout semblait annoncer la disparition prochaine de la spécificité basque, jusqu'au moment où l'industrialisation en Biscaye, dans le dernier quart du XIXe siècle, changea la donne. Les *fueros*<sup>1</sup> supprimés en 1876, des vagues de migrants déferlent sur la région, et la paisible ville marchande de Bilbao se transforme en une Manchester espagnole. La violence de la réaction des autochtones sera à la mesure de ce bouleversement.

À la différence du catalanisme, le premier nationalisme basque, formulé dans la dernière décennie du XIXe siècle, n'a pas de dessein hégémonique sur l'espace économique espagnol ; il rejette les effets de la modernité pour faire l'apologie des valeurs d'une société idéalisée et de ses institutions politiques traditionnelles. Pour autant, il ne s'agit pas d'imposer un retour en arrière (à la différence, cette fois, des carlistes), mais de greffer ces valeurs sur la nouvelle société. Le monde basque est perçu, avec angoisse, comme en danger imminent de destruction. « Tout cela se meurt », dira Sabino Arana, le fondateur du mouvement nationaliste, en présentant ce dernier comme une résurrection que seul rendra possible le refus radical de l'appartenance à l'Espagne. L'indépendance sera donc la pièce maîtresse de son projet, fondé sur l'idée raciste que les Espagnols (*maketos*) sont un peuple dégénéré dont le contact entraîne obligatoirement la dégénérescence de la race pure des Basques d'origine.

Le passé tout récent des guerres carlistes donne à cette rupture imaginée une couleur martiale, sous forme de ces récits de luttes pour la liberté dont la littérature romantique avait fourni le modèle : le livre-manifeste de Sabino, publié en 1892, *Bizkaya por su independencia*, relate quatre batailles victorieuses contre les Castillans au Moyen Âge. Enfin, la pensée du fondateur est imprégnée d'intégrisme religieux : demeurer dans l'Espagne c'est pécher contre Dieu, puisque c'est se soumettre au « peuple du blasphème et du poignard ». D'où la devise « Getej » – acronyme du mot d'ordre en langue basque « Nous pour la patrie, et la patrie pour Dieu » – et la définition des nationalistes comme « jeltkides », de l'acronyme « Jel » (*Jaungoikua eta Lagi-zarrak*, Dieu et les Vieilles Lois : autrement dit les *fueros*, considérés comme l'expression de la prétendue indépendance d'avant 1839).

Le nationalisme basque est donc fondé sur le Grand Rejet – en premier lieu de l'Espagne puis, conformément aux exigences de la « territorialité », de la France –, rejet enraciné dans les traits les plus affirmés de l'idéologie et des institutions fuéristes de l'Ancien Régime, qui permettaient aux propriétaires des trois provinces basques de gérer une bonne partie de leurs propres affaires sous la souveraineté indiscutable de la Couronne. Comme dans d'autres territoires de l'Europe absolutiste, et explicitement en France pour la Provence et la Bretagne jusqu'à la Révolution, il importait de montrer qu'il ne s'agissait pas là de véritables privilèges, mais de la reconnaissance d'une existence propre inviolable, d'un pacte que la Couronne devait respecter. Pour leurs défenseurs, presque toujours des gens cultivés au service d'une province, les *fueros* étaient l'expression de l'indépendance originelle, dont la légitimité aurait survécu à l'union avec la Castille à la fin du XIIe siècle. Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, l'affirmation péremptoire de cette doctrine était surtout

un instrument de négociation pour justifier les franchises, mais elle renfermait bien des possibilités de rupture, comme on put le constater lors de l'invasion de la Guipuzcoa par les armées de la Convention en 1794 : l'Assemblée provinciale proclama alors le retour à l'indépendance originelle sous la tutelle de la République française. Épisode sans suite, mais qui met en évidence ce qu'une idéologie sécessionniste allait pouvoir tirer de ce mythe lorsque l'Espagne entrerait dans l'ère constitutionnelle. La doctrine fuériste, soutenue par le particularisme de la langue basque, s'appuyait au surplus sur une prétendue pureté du sang : les Basques seraient véritablement nobles parce qu'exempts de toute contamination par les juifs, les maures, les hérétiques et autres « gens de mauvaise race ». Ce dogme de la noblesse de tous les « natifs » restera vivant jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Un racisme d'Ancien Régime qui, à partir de Sabino Arana, allait fournir la base discriminatoire de la rupture avec l'Espagne. Tout cela, conjugué à une mentalité intégriste et aux antécédents carlistes, donnera naissance à une solide religion politique de la violence, toujours vivante aujourd'hui.

L'évolution religieuse et politique du nationalisme basque ne s'explique que si l'on prend aussi en compte le rôle de modèle que le Fondateur assigne à la Compagnie de Jésus, aussi infallible pour lui que le Pape, qui allie l'intolérance – l'adversaire de la foi, en l'occurrence les *maketos* et surtout les Basques « espagnolistes », c'est l'« ennemi » – à un sens pragmatique de l'action. Le Parti nationaliste basque (PNV) sera ainsi, dès sa création en 1895, un parti strictement discipliné, qui ne reniera à aucun moment ses principes, mais capable en même temps de s'adapter à la réalité constitutionnelle. C'est ce qui l'amènera à se situer, lors de la Seconde République, dans le camp de la démocratie chrétienne ; et qui rendra possible en pleine guerre civile, entre octobre 1936 et juin 1937, l'instauration d'un gouvernement basque autonome sous son égide. En même temps, la légitimité sera toujours du côté de ceux qui brandissent l'étendard de l'indépendantisme et de l'intransigeance ; de ceux qui souhaitent, au début du XXe siècle – comme l'écrit alors un disciple direct de Sabino, Shanti de Meabe – que l'Espagne, après avoir dans un premier temps mis des Basques en prison, en vienne finalement (ce qui provoquera inmanquablement l'insurrection finale) à les passer par les armes. C'est à quoi s'emploiera Franco. Et c'est de là que naquit Euskadi ta askatasuna (ETA : le Pays basque et sa liberté), le jour de la Saint Ignace 1959, autour d'un noyau de sabinien drapés dans une apparence de solidarité avec les objectifs des mouvements de « libération nationale » du Tiers monde. Face au franquisme, la violence se transforma en terreur avec le soutien d'une partie de la population basque.

Dans la période de démocratie que connaît l'Espagne depuis vingt-cinq ans, la tension entre les deux inspirations du nationalisme s'est maintenue, malgré l'incontestable succès que représente, pour les aspirations identitaires basques, le Statut d'autonomie de 1979. Le gouvernement autonome basque, avec à sa tête le PNV (premier parti, mais non majoritaire, au Parlement de Vitoria), a conduit une politique de construction nationale fondée sur le contrôle de l'économie qu'autorise une très large dévolution budgétaire et fiscale, sur une politique de l'éducation tendant à l'hégémonie de la langue basque (jusqu'ici minoritaire), sur le contrôle de la télévision régionale, des transports et communications, etc. Aucune autre minorité au monde ne jouit d'autant d'autonomie réelle et symbolique, et d'ailleurs il ressort des enquêtes menées jusqu'à ce jour que les Basques sont majoritairement satisfaits de leur situation politique. La persistance d'un « problème basque » n'est plus attribuable à un manque quelconque de démocratie mais à la terreur exercée par ETA<sup>2</sup>, qui toutefois ne remet pas en cause, tout au long des années quatre-vingt, l'adhésion du PNV au Statut. Les partis démocratiques, y compris nationalistes, acceptèrent de constituer des tables rondes au Pays basque et à Madrid pour coordonner les actions en faveur de la paix. Mais la décennie suivante allait voir revenir en force la légitimité « sabinienne » au sein du PNV.

Au début des années quatre-vingt-dix, les contours du problème basque semblaient clairement définis. ETA continuait à assombrir la scène politique par la pression terroriste, et confirmait son enracinement – capacité de mobilisation et résultats électoraux – dans un secteur minoritaire, mais stable, de la société basque : les votes en faveur de sa branche politique, Herri Batasuna (HB, Unité populaire) oscillaient entre 15 et 18 % dans la Communauté autonome basque (CAV)<sup>3</sup>, avec une implantation forte en Guipuzcoa et en Biscaye

rurales, plus faible mais encore importante dans le centre et le nord-ouest de la Navarre et dans la partie bascophone du nord de l'Alava, et en forte chute dans les capitales provinciales et dans les zones hispanophones de Navarre et d'Alava. Cependant, la domination du nationalisme démocratique et institutionnel, incarné par le PNV et EA (Eusko Alkartasuna, Solidarité basque, parti issu du PNV par une scission dans les années quatre-vingt), paraissait irréversible, avec 40 % des voix dans la CAV. La coalition de gouvernement PNV-PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) instaurée en 1986 garantissait la prédominance de la politique nationaliste dans tous les domaines, de la culture et de la langue à la gestion économique, en échange de la loyauté du *lehendakari* (président) José Antonio Ardanza et du PNV au Statut d'autonomie, donc à la Constitution. On savait qu'il serait difficile de vaincre les *etarras* par l'action policière, mais en même temps on pouvait prévoir qu'un jour ils se verraient obligés de faire la paix en échange de leur grâce, laissant à HB la revendication publique des objectifs indépendantistes. L'arrestation des chefs d'ETA à Bidart (France) en 1992 sembla marquer le début de sa fin, et nombre d'observateurs se demandèrent alors ce que serait « l'après-ETA ».

On dut se poser la même question au sein d'ETA, mais aussi du PNV. La réponse de ce dernier fut que la disparition du groupe terroriste mettait en danger l'hégémonie du mouvement nationaliste : « Il faut les sortir de là », déclara Joseba Egibar, aujourd'hui numéro deux du PNV. C'est alors qu'eurent lieu des conversations entre une délégation de HB (lire ETA) et la direction du PNV, au cours desquelles, si l'on en croit une « fuite » de la police, Xabier Arzalluz, président du PNV, exposa à ses interlocuteurs la théorie suivant laquelle, dans toute lutte de libération nationale, il doit y avoir une répartition des rôles : les uns secouent l'arbre, les autres ramassent les fruits. Autrement dit, ETA devait continuer son activité tandis que le PNV assumait la direction du processus politique.

Ce véritable tournant du nationalisme démocratique s'explique peut-être par la conjoncture internationale après la chute du mur de Berlin. Le morcellement de plusieurs États est-européens et de l'URSS présentait une occasion inattendue de modifier les frontières en Europe et donc d'obtenir l'indépendance basque. Cette nouvelle orientation se manifesta d'abord par quelques sorties intempestives d'Arzalluz et par l'apparition du mot « souverainisme » dans le vocabulaire du PNV. Il ne se trouva personne pour relever ces indices. Mais en 1995, à l'occasion du centenaire de la fondation du parti, Arzalluz proposa aux adhérents du PNV de renouveler le serment que le fondateur Sabino Arana Goiri avait prononcé un siècle plus tôt. Après avoir déclaré « Euskadi est notre patrie », les « *jelkides* » devaient faire la profession de foi suivante : « Nous, les Basques des six territoires<sup>4</sup>, constituons un même peuple uni par son origine et par sa volonté, maître de lui-même, et nous ne reconnaissons ni ne respectons d'autre souveraineté ».

À nouveau, presque personne n'accorda d'importance à cette déclaration ! Pourtant, non seulement les nationalistes se substituaient ainsi, en tant que sujet collectif, aux citoyens des « six territoires » (l'ancien *zazpiak bat*, « sept en un », corrigé après la fusion imaginaire des deux Navarres) en se déclarant « peuple basque », mais ils allaient jusqu'à affirmer qu'ils rejetaient toute « autre souveraineté », c'est-à-dire celles de l'Espagne et de la France, en vertu d'une prétendue unité d'origine qui n'a jamais existé, et d'une « volonté » démentie de façon retentissante, élection après élection, de part et d'autre des Pyrénées. Le tournant « souverainiste » avait en outre pour toile de fond une nouvelle tactique d'ETA qui, sans abandonner pour autant le terrorisme, s'essayait à des pratiques d'intimidation de la population assez semblables à celles des nazis. Cette intimidation, tout d'abord limitée aux fêtes de village, s'était transformée en une violence quotidienne diffuse contre tout ce qui échappait à son espace politique : les banques, les citoyens démocrates, la police autonome. C'était la « socialisation de la souffrance » avec son instrument, la *kale borroka* (guérilla des rues) ; il s'agissait d'un terrorisme de faible intensité, offrant un vivier de recrutement pour des attentats plus graves. Le seul inconvénient de cette nouvelle étape, qui alla jusqu'à la séquestration spectaculaire d'industriels, fut qu'elle suscita contre elle la mobilisation populaire. Les démocrates sortirent enfin dans la rue et organisèrent des manifestations silencieuses où ils arboraient un ruban bleu.

Voilà ce que ni ETA/HB ni le PNV n'étaient disposés à tolérer. Les radicaux réagirent en convoquant, aux mêmes lieux et aux mêmes heures que les rassemblements pacifistes, des contre-manifestations d'où ils agressaient et insultaient les démocrates, le plus souvent au cri de « ETA, tue-les ! ». La police basque, l'*Ertzaintza*, laissait faire et le PNV, tout en déplorant toute forme de violence, rejetait finalement la responsabilité de tous les incidents sur les pacifistes qui, bien que silencieux, commettaient le péché impardonnable de disputer l'espace public aux nationalistes. Le PNV se disait opposé aux méthodes d'ETA mais, en même temps, voyait en toute autre initiative la volonté coupable de briser l'unité des nationalistes.

Quand, en janvier 1996, vingt-deux intellectuels osèrent écrire au *lehendakari* Ardanza pour lui faire observer que toute la protection nécessaire n'avait pas été fournie à la librairie « Lagun », emblème de la démocratie à Saint-Sébastien, assaillie à plusieurs reprises au cours d'une même nuit par des extrémistes qui avaient fini par l'incendier, Arzalluz répondit en jetant le discrédit sur ces intellectuels pour avoir douté du légalisme du gouvernement basque et de sa police. Le gouvernement PNV-PSOE était toujours là, mais il était clair que la direction nationaliste avait déjà choisi une stratégie de rupture. Elle y était encouragée, en outre, par un exemple extérieur : reprendre à son compte le processus de paix développé dans des circonstances très différentes en Ulster permettrait au PNV de présenter son « souverainisme » comme incarnant la paix, tandis que la défense du Statut incarnerait l'intransigeance des « espagnolistes ». Il fallait seulement attendre que la confrontation se précise.

C'est ce qui se produisit à partir de juillet 1997. La très longue séquestration d'un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire par ETA venait d'échouer, et les photos le montrant à sa libération étaient absolument comparables à celles d'un survivant d'Auschwitz ; pour la première fois, tout le monde, à l'exception des membres d'ETA/HB, associa spontanément ETA au national-socialisme. ETA réagit en enlevant et en assassinant presque aussitôt un jeune conseiller municipal basque du Parti populaire (PP). La riposte de la société fut très forte et, pour la première fois, les partisans d'ETA eurent peur de connaître le sort des fascistes à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais la grande mobilisation unitaire face à ETA/HB fut rapidement freinée par les intérêts partisans : Izquierda Unida (IU, coalition de gauche autour du Parti communiste) ne voulait pas couper les ponts avec HB, le PP tenta de tirer seul tout le bénéfice de l'affaire, et surtout le PNV n'était pas disposé à accepter qu'on gomme la distinction essentielle entre nationalistes et non-nationalistes. Quelques intellectuels influents de diverses tendances, du politologue conservateur Miguel Herrero de Miñon à l'écrivain de gauche Manuel Vásquez Montalbán, s'élevèrent très rapidement contre toute tentative de traiter HB comme on traite en France le Front national. Avant la fin de l'année, le découragement avait succédé à la mobilisation contre la terreur.

Ce fut alors que le PNV reprit l'initiative, cette fois en visant au rapprochement avec ETA sur la base d'une aspiration commune à l'indépendance et du mirage de l'Ulster. Si l'on arrivait, en s'appuyant sur ETA, à trouver la bonne formule pour une indépendance à la slovaque, on pourrait réaliser le rêve de Sabino Arana sans rompre avec l'Europe. Si les indépendantistes n'étaient pas majoritaires en Euskadi, ce que savaient aussi bien Arzalluz qu'ETA, c'était parce qu'il y avait trop d'Espagnols et d'« espagnolistes » sur le territoire basque. Arzalluz et ETA pensaient l'un comme l'autre que le mieux serait de leur retirer le droit de vote, puisque seul le nationaliste est un Basque authentique, mais comme ce n'était pas possible tout de suite – dans une Euskadi indépendante, selon Arzalluz, les Espagnols voteraient dans leurs consulats – on pouvait se contenter de les intimider, et offrir ensuite la paix en échange de l'abandon du Statut. Pour cela, il fallait faire un pacte avec le diable : conclure un accord politique avec ETA.

L'atout du PNV, c'était que personne, en dehors du camp *abertzale* (nationaliste), ne pouvait prévoir un tel mauvais tour. Lorsque, dans les premiers mois de 1998, le *lehendakari* Ardanza présenta un plan de paix qui, sous une apparence d'intransigeance, proposait de laisser de côté la loyauté à la Constitution en échange d'une trêve d'ETA, et qu'il entama une discussion avec la branche politique des terroristes, nous ne fûmes qu'une minorité à clamer que cette concession présentée comme bénigne équivalait en fait à une reconnaissance du processus de sécession. Le PNV épousa de plus en plus nettement une vision « sabinienne » de « droits historiques » antérieurs et supérieurs à la Constitution, censés légitimer la souveraineté basque sans qu'il soit nécessaire de recourir à une consultation démocratique. Il citait en faveur de cette thèse la

première disposition additionnelle à la Constitution qui déclare « protéger et respecter les droits historiques des territoires bénéficiant de *fueros* », en passant sous silence le deuxième alinéa qui précise : « L'actualisation générale du régime des *fueros* sera effectuée, le cas échéant, dans le cadre de la Constitution et des statuts d'autonomie ». Insensiblement, le PNV se glissait hors de l'espace constitutionnel, en accusant au passage le constitutionnalisme d'être un obstacle à la paix. C'est pour cette raison que le PSOE dut se retirer du gouvernement basque. Mais surtout, alors que l'étau policier se resserrait autour d'ETA, de la direction de HB et de sa presse légale, le PNV acheva son revirement durant l'été 1998 en concluant un accord avec ETA, d'où allait découler en septembre le pacte public signé à Estella/Lizarra par le PNV, EA, IU et HB avec l'appui des syndicats et d'autres organisations *abertzales*, et ratifié à Saint-Jean-Pied-de-Port/Garazi. Les objectifs d'ETA étaient pris en compte moyennant quelques retouches dans le vocabulaire ; l'indépendance cadrait avec le « souverainisme » du PNV ; l'autodétermination s'étendrait sur une grande Euskal Herria (Terre basque), de l'Adour jusqu'à l'Èbre, dissimulée sous les termes de « territorialité » et de « cadre de décision basque ». Un irrédentisme incompatible avec les institutions et la réalité électorale de ces prétendus territoires basques était présenté comme quelque chose de naturel, comme une proposition pacifique et démocratique que seule l'intransigeance des États, à Madrid comme à Paris, pourrait refuser. En échange, ETA annonçait une trêve, d'ailleurs beaucoup plus restreinte dans la version clandestine de l'accord, mais qui se présentait pour l'extérieur comme un geste de bonne volonté et de paix.

Les *abertzales* espéraient, juste avant les élections au Parlement basque d'octobre 1998 et les municipales du début de 1999, que cette mystification fonctionnerait. Voter pour les partis signataires du Front de Lizarra, qu'on soit ou non indépendantiste, équivalait à voter pour la paix en acceptant que l'indépendance en soit le prix. Voter PP ou PSOE, c'était voter pour l'Espagne, c'est-à-dire pour la guerre. En outre, pour ne pas effrayer, le PNV fit campagne en mettant l'accent sur sa bonne gestion et en promettant d'ajourner la mise en oeuvre des objectifs de Lizarra. Mais, au désespoir des groupes *abertzales*, s'il y eut bien encore un léger avantage pour les nationalistes dans la CAV, la marge était étroite et, dans les capitales des provinces basques ainsi que dans toute l'Alava, ce fut l'adhésion aux partis constitutionnels qui prévalut. La carte électorale basque reproduisait la division entre le monde rural et la ville qui existait déjà pendant les guerres carlistes du XIXe siècle, et non pas l'hégémonie rêvée par les signataires de l'accord. Le nouveau *lehendakari* Juan José Ibarretxe (PNV) fut élu grâce à l'appui de la branche politique d'ETA, désormais appelée Euskal Herritarrok (EH : Citoyens basques), mais sa marge de manœuvre était très limitée du fait que sa majorité parlementaire dépendait entièrement de cette dernière.

ETA avait exigé que le PNV et EA, tout en gouvernant dans le cadre du Statut, ne reconnaissent plus la légitimité de ses institutions. L'alternative au régime démocratique associait la récupération des formes de représentation « municipalistes » de l'Ancien Régime et le type de pouvoir constituant « parallèle » que Chavez avait tenté d'imposer au Venezuela. Son instrument serait une Assemblée de communes basques, la *Udalbiltza*, dans laquelle serait assurée la domination absolue des communes rurales monopolisées par le nationalisme. Mais pour être crédible, il eût fallu éviter ce qui pourtant arriva : des quatre capitales basques et navarraise, seule Bilbao eut une majorité nationaliste, encore que timide, et il en fut de même dans les autres villes importantes. On introduisit alors des conseillers nationalistes pour les représenter, mais il était clair qu'ils n'étaient pas en mesure de se substituer, en tant que pouvoir constituant, au Parlement basque. C'est bien ce que comprirent le PNV et EA, et ils restèrent dans la légalité. Bref, la tentative de rupture avait échoué.

Face à cette impasse politique, ETA annonça, à la fin de 1999, la fin d'une trêve qui lui avait permis de se réorganiser, et les attentats reprirent en janvier 2000. Dans ces conditions, le PNV et EA décidèrent de faire le gros dos. Ils condamnèrent le retour de la « violence » et les agissements d'ETA, mais en maintenant les objectifs de Lizarra et en dénonçant la prétendue « rigidité » du gouvernement de Madrid, qui refusait un « dialogue » (comprendre : des négociations d'indépendance) avec les représentants politiques des terroristes. Quant au PP et au PSOE, dont plusieurs personnalités furent victimes d'une série d'assassinats, ils finirent par signer à la fin de l'année 2000 un pacte antiterroriste qui fustigeait la dérive anticonstitutionnelle

du PNV et l'incitait à réintégrer l'espace démocratique. Ce que le Congrès du PNV (« Assemblée nationale ») réuni au début de 2001 allait rendre plus difficile avec son rapport « Être pour décider », qui rattachait la construction nationale basque à l'autodétermination pour la « souveraineté ». En passant, la direction du parti donnait dans les documents préparatoires à son Congrès une image de ce que devrait être, selon elle, l'Europe des nationalités : un continent divisé en soixante-quinze minuscules États, dont Euskal Herria unifiée ; l'Italie, la Suisse et la France en comptaient chacun une dizaine, dont l'un composé de Paris et de sa banlieue. Le pragmatisme pro-européen de ce parti conservateur et bourgeois, au surplus satisfait de sa gestion économique dans une Europe en marche, entraînait cette fois directement en conflit avec une idéologie qui exigeait des sympathisants la croyance en une conception particulariste de la nation. Quant à ETA/EH, leur populisme les faisait toujours parler de socialisme et d'une patrie ethniquement homogène, assimilée symboliquement aux nations du Tiers monde et dont les origines guerrières, d'après le document-programme approuvé au début de l'année 2000, remontaient à la victoire des Basques sur Charlemagne à la bataille d'Orreaga (Roncevaux). Le mythe règne en maître et, dans la mesure où il bloque le retour du PNV dans l'espace démocratique antiterroriste, il fait de la poursuite du terrorisme, pour ETA, un choix rationnel.

L'unique espoir de sortir de cette impasse se trouve dans les données fournies par la sociologie politique. Le soutien à l'indépendance se maintient aux alentours de 30 % dans la CAV, il est bien moindre en Navarre et infime dans le Pays basque français. 50 % des citoyens de la CAV se déclarent non nationalistes, et une majorité estime compatibles les identités basque et espagnole, dans cet ordre, ce qui les met en accord avec le Statut. Les électeurs du PNV ont des positions plus modérées que les dirigeants du parti. Il y a donc des bases solides pour un réajustement de la position politique du nationalisme démocratique, mais il est peu probable que les dirigeants actuels du PNV renoncent à leur vocation messianique : l'État basque de Bayonne aux portes de Logroño ; ou du moins aussi loin qu'il sera possible d'étendre Euskal Herria à partir d'une CAV proclamée « souveraine », avec l'appui d'une organisation terroriste distillant alternativement la trêve et le meurtre.

Traduit de l'espagnol par Renée Grégoire

**Antonio Elorza** est professeur de science politique à l'Université Complutense de Madrid, coordinateur et co-auteur de *La historia de ETA*, Madrid, Temas de Hoy, 2000.

1. Le mot *fuero* désigne, depuis le XI<sup>e</sup> siècle, un ensemble de franchises et de privilèges octroyés par un roi (de Castille, d'Aragon ou de Navarre) à des communes. Les *fueros* de la Biscaye, de l'Alava et de la Guipuzcoa (provinces incorporées à la Castille à la fin du XII<sup>e</sup> siècle), formellement institués au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, furent supprimés en 1876, après la dernière guerre carliste. La Navarre, elle, était restée indépendante jusqu'en 1512. Lors de son annexion à la Castille, elle conserva un statut spécial, et qui l'est resté : encore en 1982, son statut d'autonomie a été intitulé « Loi organique de réintégration et d'amélioration du *fuero* ».
2. Les attentats ont entraîné à ce jour la mort de huit cents personnes. En face, il faudrait compter les deux douzaines de victimes du terrorisme d'État qu'exercèrent, au milieu des années quatre-vingt, des policiers issus du franquisme sous le couvert (et à l'initiative ?) du gouvernement de Felipe González.
3. La Communauté autonome basque est composée de trois provinces, Alava, Guipuzcoa et Biscaye. La province de Navarre, qui comporte une minorité bascophone, a conservé sa position historique en marge des trois provinces basques (voir note 1).
4. C'est-à-dire les territoires de la CAV, de la Navarre et du Pays basque français.
5. José Antonio Ortega Lara fut libéré par la Garde civile le 1<sup>er</sup> juillet 1997 après presque un an et demi de séquestration.